



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

situation à Mayotte

Question au Gouvernement n° 640

Texte de la question

SITUATION À MAYOTTE

Mme la présidente. La parole est à Mme Virginie Duby-Muller, pour le groupe Les Républicains.

Mme Virginie Duby-Muller. Monsieur le Premier ministre, depuis des mois, la situation des habitants de l'île de Mayotte ne cesse de se détériorer : cambriolages réguliers, attaques à la machette, coupeurs de route, violences dans les écoles, dans les transports scolaires, dans les hôpitaux, dans les rues...

Cette situation doit faire réagir tous les députés – je tiens à associer à ma question mon collègue Mansour Kamardine, actuellement sur place. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*) Croyez-moi, aucun autre département français n'accepterait de connaître le sort de Mayotte. Moi-même, j'avais eu l'occasion de me rendre sur place, et de constater cette réalité locale.

Le cœur du problème mahorais, c'est surtout une immigration clandestine, totalement incontrôlée, de dizaines de milliers de Comoriens.

Pour le Président de la République, c'est un sujet humoristique – rappelez-vous les *kwassa kwassa*. (Protestations sur les bancs du groupe REM. – « Eh oui ! » sur les bancs du groupe LR.) Pour nous, c'est plutôt une urgence, un drame, qui appelle mieux que des mesurette.

Monsieur le Premier ministre, les Mahorais ont l'impression d'être abandonnés par la France : ils vous appellent au secours, et les îles sont aujourd'hui bloquées. Vous avez fait le choix de laisser Mayotte dans le silence ; vous n'avez même pas daigné vous déplacer, et vos annonces tardives sont dérisoires face à l'ampleur de la crise.

Comment se satisfaire de l'arrivée, au compte-goutte, d'une vingtaine de gendarmes supplémentaires, quand Mayotte est en proie à une telle violence ? Comment croire à l'efficacité des politiques publiques quand un tiers des habitants sont des clandestins ? Et, en août dernier, la ministre des outre-mer se disait favorable à davantage de regroupement familial !

Ma question est simple : quand allez-vous enfin restaurer l'autorité de la République à Mayotte ? Nous vous demandons de doter la police aux frontières de vrais moyens pour arrêter l'immigration clandestine. Nous vous demandons un vrai plan d'investissement pour les services publics, notamment les écoles.

Le devoir de la République, c'est d'abord de s'occuper des territoires, des siens. Monsieur le Premier ministre, ne l'oubliez pas : Mayotte, c'est la France ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

Mme la présidente. La parole est à Mme la ministre des outre-mer.

Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer. Madame la présidente, mesdames et messieurs les députés, madame DUBY-MULLER, je suis moi-même ultramarine, et je n'ai pas attendu mon arrivée à ce ministère pour connaître la situation de Mayotte. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM. - Vives exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

Oui, 84 % des habitants de Mayotte vivent sous le seuil de pauvreté ; oui, la population de Mayotte a quadruplé en trente ans ; oui, 45 % des habitants de Mayotte sont des étrangers en situation irrégulière.

M. Fabien Di Filippo. On est content de savoir que vous regardez BFM TV !

M. Jean-Paul Lecoq. Ils sont chez eux, à Mayotte ! C'est une zone colonisée !

Mme Annick Girardin, ministre. Oui, Mayotte, c'est la première maternité de France !

M. Claude Goasguen. Et même d'Europe !

Mme Annick Girardin, ministre. Oui, pour être au rendez-vous, il nous faudrait créer une classe par jour ! Alors, oui, Mayotte, c'est le territoire de tous les défis. Oui, la sécurité, c'est ma priorité, la priorité du Gouvernement. Oui, nous assumons cet héritage, et oui, les violences dans les établissements scolaires sont scandaleuses. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe LR.*) C'est pourquoi nous envoyons...

M. Christian Jacob. Vingt gendarmes !

Mme Annick Girardin, ministre. ...deux pelotons de gendarmes mobiles, afin de sécuriser la rentrée scolaire. Ce n'est pas suffisant. Avec mon collègue Gérard Collomb, ministre de l'intérieur, nous annoncerons d'autres mesures dans les heures qui viennent.

Plus profondément, au-delà de la sécurité, nous devons nous interroger sur l'avenir de Mayotte. La départementalisation a été accompagnée, par les gouvernements successifs, de manière insatisfaisante.

M. Fabien Di Filippo. Vous en faisiez partie, nous ne l'avons pas oublié, nous !

Mme Annick Girardin, ministre. Nous allons donc proposer aux élus du territoire, comme je le fais depuis plus de deux mois, d'ouvrir une conférence sur l'avenir de Mayotte. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe LR.*) Celle-ci sera installée dès la sécurité revenue.

Il faut travailler dans le calme, et ce n'est certainement pas l'huile mise sur le feu par vos propres amis sur le territoire qui permettra aux Mahorais d'aller mieux ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM. - Vives exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

Données clés

Auteur : [Mme Virginie DUBY-MULLER](#)

Circonscription : Haute-Savoie (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 640

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Outre-mer

Ministère attributaire : Outre-mer

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [7 mars 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [7 mars 2018](#)